



Le 27 mars 2023

**PROCES-VERBAL
SEANCE PUBLIQUE ORDINAIRE
CONSEIL MUNICIPAL
VENDREDI 24 MARS 2023**

Le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique ordinaire le vendredi 24 mars 2023 à 18 h 30, sous la Présidence d'Éric PEYRON, Maire.

Avant de procéder à l'appel, Monsieur le Maire précise qu'il s'agit du premier Conseil Municipal retransmis en direct sur Internet. Il espère de nombreuses vues, en direct ou en replay.

Le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 28 (suite à la démission volontaire de M. Arnaud PEGON en date du 2/01/2023 et devenue effective le 8/02/2023) sur lesquels il y avait 20 membres présents au maximum sur la séance, à savoir :

PEYRON Eric - PRALAS Serge - VIGOGNE Ambre - GODOT Robert - FADHLOUN BARBOURA Itidal (1) – GENESTE Jacky - PLOTTON Françoise - BEN TAÏEB Karim - BERNARD Valérie - DIAT Marie-Thérèse - BARROSO Martine - CHELBI Habib - SAUNIER Marlène - VILLARD Xavier - MAHMOUDI Nassera - LACOTE Clément (2) - BARRIQUAND Bruno – ROUCHON Marie-Laure – MICHAUD Pascal – SAUNIER Michel

- (1) Itidal FADHLOUN BARBOURA** arrivée à 18 h 52 avant le vote du point n° 2
- (2) Clément LACOTE** parti à 20 h avant le vote du point n° 19 et donne pouvoir

Absents excusés avec pouvoir : SECCO Patricia – GAYA Patrick – DIALLO Daouda – ABDELMOUMEN Mohammed – LACOTE Clément (à partir de 20h) - CATHELAND Gérard

Absents sans pouvoir : DION Maurice – LAVIGNOTTE Serge – VIEILLY Charlotte

Conformément à l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, le quorum est fixé à 15 élus présents (à l'ouverture de la séance mais également à la mise en discussion de chacun des points de l'ordre du jour).

Secrétaire élu pour la durée de la séance : Jacky GENESTE

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
SECCO Patricia	SAUNIER Marlène
GAYA Patrick	PRALAS Serge
DIALLO Daouda	VIGOGNE Ambre
ABDELMOUMEN Mohammed	BEN TAÏEB Karim
LACOTE Clément	ROUCHON Marie-Laure
CATHELAND Gérard	BARRIQUAND Bruno

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Avant de poursuivre, Monsieur le Maire précise qu'un document informatif a été remis sur table concernant l'état des indemnités des élus pour l'année 2022. Cette présentation, qui n'est pas soumise à un formalisme particulier et qui ne donne pas lieu à délibération, est une obligation légale.

Chaque élu a été destinataire du procès-verbal de la réunion du 24 février 2023. Il est adopté à l'unanimité, sans observation particulière.

FINANCES - ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORT DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION A LA SEANCE DU 24 FEVRIER 2023 EN VERTU DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

BUDGETS COMMUNAUX - EXAMEN DES COMPTES DE GESTION DE L'EXERCICE 2022

BUDGET PRINCIPAL - EXAMEN DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022

BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE - EXAMEN DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022

BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT DU BOURG - EXAMEN DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022

BUDGETS COMMUNAUX - REPRISE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2022

FISCALITE DIRECTE LOCALE - FIXATION DES TAUX COMMUNAUX POUR 2023

BUDGET PRINCIPAL - EXAMEN DU BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2023

BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE - EXAMEN DU BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2023

BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT DU BOURG - EXAMEN DU BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2023

DEGREVEMENT TAXES FONCIERES SUITE A LA SECHERESSE DE 2022 - REVERSEMENT AUX AGRICULTEURS EXPLOITANT DES TERRAINS COMMUNAUX

DESIGNATION D'UN CORRESPONDANT DEFENSE AU SEIN DU CONSEIL MUNICIPAL DE MABLY

ETAT DU REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGES PAR LES ELUS LOCAUX - ANNEE 2022

BILAN DES CESSIONS ET ACQUISITIONS - ANNEE 2022

BILAN FORMATION ELUS - ANNEE 2022

GRAVIERE AUX OISEAUX - RENOUELEMENT SERVITUDE CONVENTIONNELLE DE DROIT DE PASSAGE DANS LA COUR INTERIEURE

ACHAT PUBLIC

LOCATION ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE REPROGRAPHIE - APPROBATION CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE ROANNAIS AGGLOMERATION, LES COMMUNES DE ROANNE, DE COMMELLE-VERNAY, LA PACAUDIERE, LE COTEAU, MABLY, NOAILLY, NOTRE DAME DE BOISSET, RIORGES, VILLEREST, LA ROANNAISE DE L'EAU ET LE SEEDR

URBANISME - FONCIER - ENVIRONNEMENT

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER (DIA) ET SUR L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION

APPROBATION CONVENTION DE VEILLE ET DE STRATEGIE FONCIERE ENTRE LA VILLE DE MABLY, ROANNAIS AGGLOMERATION ET EPORA (ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE L'OUEST RHONE ALPES

VIE ASSOCIATIVE

VERSEMENT SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

FINANCES - ADMINISTRATION GENERALE

1. RAPPORT DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION A LA SEANCE DU 24 FEVRIER 2023 EN VERTU DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a accordé à Monsieur Le Maire, et aux Adjoints en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, une délégation de pouvoirs en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Depuis la convocation à la séance du Conseil Municipal du 24 février 2023, M. Le Maire a pris les décisions municipales suivantes :

MARCHES PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2023-13

FOURNITURE DE CARBURANTS (GASOIL ET ESSENCE SANS PLOMB) POUR LA FLOTTE AUTOMOBILE DE LA VILLE DE MABLY - APPROBATION CONTRAT D'ADHESION D'APPROVISIONNEMENT AU RESEAU DES STATIONS DE CARBURANTS DE L'ENSEIGNE CARREFOUR

DECISION MUNICIPALE N° 2023-18

PROGRAMMATION CULTURELLE 2023 - APPROBATION DIVERS CONTRATS
DE CESSION

DECISION MUNICIPALE N° 2023-17

ACCOMPAGNEMENT DANS LA DEFINITION ET LA MISE EN ŒUVRE D'UNE DEMARCHE DE
PREVENTION EN SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

DECISION MUNICIPALE N° 2023-20

MAINTENANCE ET ASSISTANCE AU LOGICIEL DE GESTION DES
MANIFESTATIONS ET DES ACTIVITES - APPROBATION CONTRAT AVEC
LA SOCIETE GMA CONSULTING

DIVERS

DECISION MUNICIPALE N° 2023-14

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° V10/2023-2

DECISION MUNICIPALE N° 2023-15

CONCESSION NOUVELLE DE 50 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° CB6/2023-3

DECISION MUNICIPALE N° 2023-16

CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° V12/2023-4

DEMANDES DE SUBVENTIONS

DECISION MUNICIPALE N° 2023-8

TRAVAUX DE VEGETALISATION ET D'AMENAGEMENTS DU CIMETIERE DEMANDE DE
SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT
DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2023 OPERATIONS AMENAGEMENT DES CONDITIONS
DE VIE, D'ACCUEIL ET D'ANIMATION DANS LES COMMUNES

DECISION MUNICIPALE N° 2023-9

TRAVAUX DE RENOVATION DE L'ESPACE DE LA TOUR ET AMENAGEMENT DE PARKINGS
AU CENTRE OMNISPORTS PAUL DESROCHES - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE
LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2023 OPERATIONS DU
SECTEUR SPORTS, LOISIRS, CULTURE

DECISION MUNICIPALE N° 2023-10

ETUDE DE MAITRISE D'ŒUVRE EXTENSION GROUPE SCOLAIRE DES SABLES DEMANDE
DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX
(DETR) 2023 OPERATIONS SCOLAIRES

DECISION MUNICIPALE N° 2023-11

TRAVAUX DE RENOVATION DE BATIMENTS SCOLAIRES - DEMANDE DE SUBVENTION AU
TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2023
OPERATIONS SCOLAIRES

DECISION MUNICIPALE N° 2023-12

ROANNAIS FOOT 42 - SECURISATION DU PARKING ET AMENAGEMENT EN
VUE DE L'INSTALLATION D'UN PREFABRIQUE - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE
LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2023 OPERATIONS DU
SECTEUR SPORTS, LOISIRS, CULTURE

DECISION MUNICIPALE N° 2023-19

DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES POUR
L'ORGANISATION DU FESTIVAL DES ARTS DE LA RUE « LA FETOBOURG »

Concernant la décision n° 9, Monsieur BARRIQUAND souhaite savoir en quoi consiste l'aménagement des parkings du COSEC et de même pour la décision n° 12 relative aux travaux sur le parking de Roannais Foot 42. Enfin, concernant l'école des Sables, il s'interroge également sur la nature des travaux : agrandissement pour de la restauration scolaire mais avec de la rénovation aussi ? Sur les parkings du COSEC, Monsieur le Maire lui précise qu'il s'agit d'aménager 2 grands parkings en terre, non goudronnés et avec des places de stationnement matérialisées. Monsieur GODOT ajoute qu'effectivement les 2 parkings seront traités différemment : l'un avec une noue au centre et l'autre sera un parking classique en sablon. Suite à une question de M. BARRIQUAND, Monsieur GODOT confirme bien que ces parkings ne seront pas goudronnés.

Sur le parking de Roannais Foot 42, Monsieur PRALAS précise qu'il y aura un portail à l'entrée pour une meilleure sécurisation. Il ajoute qu'un préfabriqué va être installé, ce qui nécessite au préalable quelques aménagements.

Enfin, concernant l'école des Sables, Madame VIGOGNE informe qu'une étude est en cours pour la réalisation de la cantine ainsi que d'un espace de garderie périscolaire, mais qu'il ne s'agit pas d'un projet de rénovation globale.

Le Conseil Municipal PREND ACTE de la présentation des décisions municipales détaillées ci-dessus.

2. BUDGETS COMMUNAUX - EXAMEN DES COMPTES DE GESTION DE L'EXERCICE 2022
(Rapporteur : Eric PEYRON)

A la clôture de chaque exercice budgétaire, deux séries de comptes financiers sont soumis à l'examen de l'assemblée :

- Des Comptes de Gestion, établis par Monsieur le Comptable public à partir de sa comptabilité, et
- Des Comptes Administratifs, établis par Monsieur le Maire (ordonnateur) à partir de sa comptabilité.

En vertu de l'un des grands principes régissant les finances publiques locales qui établit la séparation de l'ordonnateur et du comptable, le Compte de Gestion constitue la restitution de comptes du comptable à l'ordonnateur.

Ainsi, l'assemblée délibérante entend, débat et arrête le Compte de Gestion. Son vote intervient avant celui du Compte Administratif.

Il est donc soumis au Conseil Municipal les Comptes de Gestion de l'exercice 2022 concernant les trois budgets communaux : Budget principal, Budget annexe de la restauration scolaire et celui du lotissement du Bourg, produits par Monsieur le Comptable public.

Les résultats budgétaires de l'exercice 2022 de chacun des budgets sont les suivants :

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT *	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	7 344 856,00 €	10 099 784,00 €	17 444 640,00 €
Titres de recettes émis (b)	4 419 780,27 €	9 480 669,87 €	13 900 450,14 €
Réductions de titres (c)	9 054,26 €	83 851,23 €	
Recettes nettes (d = b - c)	4 410 726,01 €	9 396 818,64 €	13 807 544,65 €
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	7 344 856,00 €	10 099 784,00 €	17 444 640,00 €
Mandats émis (f)	4 688 552,39 €	8 247 658,17 €	12 936 210,56 €
Annulations de mandats (g)		306 743,13 €	306 743,13 €
Dépenses nettes (h = f - g)	4 688 552,39 €	7 940 915,04 €	12 629 467,43 €
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		1 455 903,60 €	1 178 077,22 €
(h - d) Déficit	277 826,38 €		

* note : en section de fonctionnement, les prévisions budgétaires diffèrent de celles inscrites au compte administratif suite à l'ouverture de crédits par le comptable, dans sa comptabilité, des produits de cessions réalisées (156 790,00€ en 2022) par dm technique.

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	73 416,00 €	404 405,00 €	477 821,00 €
Titres de recettes émis (b)	18 956,65 €	445 218,51 €	464 175,16 €
Réductions de titres (c)		58 026,25 €	58 026,25 €
Recettes nettes (d = b - c)	18 956,65 €	387 192,26 €	406 148,91 €
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	73 416,00 €	404 405,00 €	477 821,00 €
Mandats émis (f)	334,80 €	390 172,87 €	390 507,67 €
Annulations de mandats (g)		3 225,50 €	3 225,50 €
Dépenses nettes (h = f - g)	334,80 €	386 947,37 €	387 282,17 €
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	18 621,85 €	244,89 €	18 866,74 €
(h - d) Déficit			

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	342 430,00 €	342 430,00 €	684 860,00 €
Titres de recettes émis (b)	279 916,79 €	279 916,79 €	559 833,58 €
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)	279 916,79 €	279 916,79 €	559 833,58 €
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	342 430,00 €	342 430,00 €	684 860,00 €
Mandats émis (f)	279 916,79 €	279 916,79 €	559 833,58 €
Annulations de mandats (g)			- €
Dépenses nettes (h = f - g)	279 916,79 €	279 916,79 €	559 833,58 €
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent			
(h - d) Déficit			

A partir de ces résultats annuels sont déterminés les résultats de clôture au 31 décembre 2022 après prise en compte des reports de 2021. Les données figurant aux Comptes de Gestion sont les suivantes :

Budget	A : Résultat à la clôture de 2021	B : Part affectée à l'investissement en 2022	C : Résultat de l'exercice 2022	Résultat de clôture 2022 (A-B+C)
Budget Principal				
Investissement	- 1 000 693,45 €		- 277 826,38 €	- 1 278 519,83 €
Fonctionnement	1 394 114,80 €	268 008,45 €	1 455 903,60 €	2 582 009,95 €
Total Budget	393 421,35 €	268 008,45 €	1 178 077,22 €	1 303 490,12 €
Budget annexe Restaurant scolaire				
Investissement	47 906,08 €		18 621,85 €	66 527,93 €
Fonctionnement	2 574,72 €		244,89 €	2 819,61 €
Total Budget	50 480,80 €		18 866,74 €	69 347,54 €
Budget annexe Lotissement du bourg				
Investissement	1,80 €			1,80 €
Fonctionnement				- €
Total Budget	1,80 €	- €	- €	1,80 €
TOTAUX TOUS BUDGETS				
Investissement	- 952 785,57 €	- €	- 259 204,53 €	- 1 211 990,10 €
Fonctionnement	1 396 689,52 €	268 008,45 €	1 456 148,49 €	2 584 829,56 €
Cumul	443 903,95 €	268 008,45 €	1 196 943,96 €	1 372 839,46 €

Après s'être fait présenter le Budget Primitif de l'exercice 2022 et les décisions modificatives s'y rattachant, le détail des dépenses et recettes effectuées, le Compte de Gestion dressé par le comptable public accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif ;

Après s'être assuré que le comptable public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés au cours de l'exercice 2022, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1/01/2022 au 31/12/2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECLARE** que les résultats des Comptes de Gestion dressés pour l'exercice 2022 pour le budget principal ainsi que les budgets annexes de la restauration scolaire et du lotissement du Bourg n'appellent aucune observation de sa part.

3. BUDGET PRINCIPAL - EXAMEN DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022 (Rapporteur : Eric PEYRON)

A l'unanimité (Monsieur le Maire ne prend pas part au vote et quitte la séance), le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de la doyenne d'âge Madame PLOTTON, délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2022 du Budget Principal de la ville, dressé par Monsieur Eric PEYRON, Maire, de :

- **PREND ACTE** de la présentation faite du Compte Administratif, lequel peut se résumer ainsi :

Le Compte Administratif se solde par un résultat de 890 577,67 €.

La vue d'ensemble du document est la suivante :

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	
VUE D'ENSEMBLE	

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	a 7 940 915.04	g 9 396 818.64	1 455 903.60
	Section d'investissement	b 4 688 552.39	h 4 410 726.01	-277 826.38

+ +

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	c (si déficit)	i 1 126 106.35 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	d 1 000 693.45 (si déficit)	j (si excédent)

= =

RESULTAT DE CLOTURE		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
	TOTAL (réalisations + reports)	13 630 160.88 =a+b+c+d	14 933 651.00 =g+h+i+j	1 303 490.12

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1	Section de fonctionnement	e	k
	Section d'investissement	f 716 247.45	l 303 335.00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	=e+f 716 247.45	=k+l 303 335.00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	7 940 915.04 =a+c+e	10 522 924.99 =g+i+k	2 582 009.95
	Section d'investissement	6 405 493.29 =b+d+f	4 714 061.01 =h+j+l	-1 691 432.28
	TOTAL CUMULE	14 346 408.33 =a+b+c+d+e+f	15 236 986.00 =g+h+i+j+k+l	890 577.67

Le document budgétaire, établi suivant la maquette M14, est joint en annexe.

- **CONSTATE** que les identités de valeurs sont conformes avec celles du Compte de Gestion
- **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser :

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap/Art	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
	SECTION D'INVESTISSEMENT	716 247.45	303 335.00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		303 335.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23 448.00	
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	22 489.96	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	91 429.71	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	3 752.53	
	41 - COSEC	339 836.91	
	42 - AMENAGEMENTS SPORTIFS	25 189.79	
	52 - ACCESSIBILITE BATIMENTS		
	55 - TRAVAUX NEUFS BATIMENTS SCOLAIRES	40 291.04	
	56 - TRAVAUX NEUFS DE VOIRIE	166 043.33	
	62 - ESPACES VERTS	3 766.16	

➤ **ARRETE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

4. BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE - EXAMEN DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022 (Rapporteur : Eric PEYRON)

A l'unanimité (Monsieur le Maire ne prend pas part au vote et quitte la séance), le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de la doyenne d'âge Madame PLOTTON, délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2022 du budget annexe du Restaurant Scolaire, dressé par Monsieur Eric PEYRON, Maire, de :

➤ **PREND ACTE** de la présentation faite du Compte Administratif, lequel peut se résumer ainsi :

Le Compte Administratif se solde par un résultat de 69 347,54 €.

La vue d'ensemble du document est la suivante :

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	a 386 947.37	g	387 192.26	244.89
	Section d'investissement	b 334.80	h	18 956.65	18 621.85

+ +

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	c (si déficit)	i (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	d (si déficit)	j (si excédent)

= =

		DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
	TOTAL (réalisations + reports)	387 282.17 =a+b+c+d		456 629.71 =g+h+i+j	69 347.54

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1	Section de fonctionnement	e	k
	Section d'investissement	f	l
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	=e+f	=k+l

		DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	386 947.37 =a+c+e		389 766.98 =g+i+k	2 819.61
	Section d'investissement	334.80 =b+d+f		66 862.73 =h+j+l	66 527.93
	TOTAL CUMULE	387 282.17 =a+b+c+d+e+f		456 629.71 =g+h+i+j+k+l	69 347.54

Le document budgétaire, établi suivant la maquette M14, est joint en annexe.

- **CONSTATE** que les identités de valeurs sont conformes avec celles du Compte de Gestion
- **ARRETE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

5. BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT DU BOURG - EXAMEN DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022 (Rapporteur : Eric PEYRON)

A l'unanimité (Monsieur le Maire ne prend pas part au vote et quitte la séance), le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de la doyenne d'âge Madame PLOTTON, délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2022 du budget annexe du Lotissement du Bourg, dressé par Monsieur Eric PEYRON, Maire, de :

- **PREND ACTE** de la présentation faite du Compte Administratif, lequel peut se résumer ainsi :

Le Compte Administratif présente un solde global de 1,80 € en section d'investissement correspondant au report d'investissement de 2021, dans la mesure où seules les opérations de comptabilisation d'entrée et de sortie du stock ont concerné l'exercice 2022.

La vue d'ensemble du document est la suivante :

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF					II
VUE D'ENSEMBLE					A1
EXECUTION DU BUDGET					
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	a 279 916.79	g 279 916.79		
	Section d'investissement	b 279 916.79	h 279 916.79		
		+	+		
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'e fonctionnement (002)	c (si déficit)	i (si excédent)		
	Report en section d'investissement (001)	d (si déficit)	j 1.80 (si excédent)		
		=	=		
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION	
	TOTAL (réalisations + reports)	559 833.58 =a+b+c+d	559 835.38 =g+h+i+j	1.80	
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1	Section de fonctionnement	e	K		
	Section d'investissement	f	L		
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	=e+f	=k+l		
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION	
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	279 916.79 =a+c+e	279 916.79 =g+i+k		
	Section d'investissement	279 916.79 =b+d+f	279 918.59 =h+j+l	1.80	
	TOTAL CUMULE	559 833.58 =a+b+c+d+e+f	559 835.38 =g+h+i+j+k+l	1.80	

Le document budgétaire, établi suivant la maquette M14, est joint en annexe.

- **CONSTATE** que les identités de valeurs sont conformes avec celles du Compte de Gestion
- **ARRETE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

6. BUDGETS COMMUNAUX - REPRISE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2022 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Les résultats de fonctionnement des Comptes Administratifs de l'exercice 2022 doivent être affectés par le Conseil Municipal afin d'être repris aux budgets de 2023.

Le résultat de fonctionnement constaté doit être affecté en priorité pour chacun des budgets communaux :

- A l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur ;
- A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
- Et pour le solde et selon la décision du Conseil Municipal, en excédents de fonctionnement reportés ou en une dotation complémentaire en réserves.

Pour le budget Principal :

La couverture du besoin de financement de la section d'investissement constaté au Compte Administratif de 2022 représente un montant de 1 691 432,28 €.

Le solde du résultat de fonctionnement à hauteur de 890 577,67 € peut être reporté en section de fonctionnement :

BUDGET PRINCIPAL	
◊ Résultat de la section de fonctionnement :	2 582 009,95 €
◊ Solde de clôture de la section d'investissement :	- 1 278 519,83 €
◊ Solde des Restes à réaliser d'investissement 2021 :	- 412 912,45 €
→ Besoin de financement de la section d'investissement :	1 691 432,28 €
> Affectation du résultat :	
◊ Réserves (compte 1068) - Excédents de fonctionnement capitalisés :	1 691 432,28 €
◊ Résultat de fonctionnement reporté (R002) :	890 577,67 €

Pour le budget annexe Restaurant scolaire :

Le solde cumulé de la section d'investissement étant positif, il n'y a pas de besoin de financement et le résultat de fonctionnement sera reporté en totalité au budget 2023 :

BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE	
◊ Résultat de la section de fonctionnement :	2 819,61 €
◊ Solde de clôture de la section d'investissement :	66 527,93 €
◊ Solde des Restes à réaliser d'investissement 2021 :	- €
→ Besoin de financement de la section d'investissement :	Néant
> Affectation du résultat :	
◊ Réserves (compte 1068) - Excédents de fonctionnement capitalisés :	- €
◊ Résultat de fonctionnement reporté (R002) :	2 819,61 €

Pour le budget annexe du Lotissement du bourg :

La section de fonctionnement présente un résultat équilibré, et celle d'investissement ne présente pas de besoin de financement :

BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT DU BOURG	
◊ Résultat de la section de fonctionnement :	- €
◊ Solde de clôture de la section d'investissement :	1,80 €
◊ Solde des Restes à réaliser d'investissement 2021 :	- €
→ Besoin de financement de la section d'investissement :	Néant
> Affectation du résultat :	
◊ Réserves (compte 1068) - Excédents de fonctionnement capitalisés :	- €
◊ Résultat de fonctionnement reporté (R002) :	- €

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** l'affectation et les modalités de reprise des résultats de fonctionnement de l'exercice 2022 suivantes :
- **Budget Principal** : Affectation en réserves (R1068) d'un montant de 1 691 432,28 € et d'un report du solde d'excédent de fonctionnement (R002) de 890 577,67 € ;
 - **Budget annexe Restaurant scolaire** : Pas d'affectation en réserves, report de l'excédent reporté (002) de 2 819,61 € ;
 - **Budget annexe Lotissement du bourg** : Pas d'affectation en réserves, ni report de fonctionnement.

7. FISCALITE DIRECTE LOCALE - FIXATION DES TAUX COMMUNAUX POUR 2023 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Conformément à l'article 1639 A du Code Général des Impôts, le Conseil Municipal fixe chaque année le taux de chacune des taxes directes locales afin de les communiquer aux services fiscaux avant le 15 avril.

Ainsi, par délibération n° 9 en date du 25 mars 2022, le Conseil Municipal avait fixé les taux des impôts locaux suivants pour l'année 2022 :

- Taxe Foncière sur les propriétés bâties : 39,69 %
- Taxe Foncière sur les propriétés non bâties : 57,56 %.

Depuis 2020, le taux de la Taxe d'Habitation était figé à sa valeur de 2019 suite à la réforme de la fiscalité directe locale dans le cadre de la suppression de la TH sur les résidences principales.

A compter de 2023, le taux de TH -qui ne s'appliquera plus que sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale- peut à nouveau être voté et modulé par les collectivités locales en référence à l'article 1636B sexies du CGI.

Cependant, pour l'année 2023, l'hypothèse retenue en ce qui concerne les orientations budgétaires est le maintien des taux d'imposition par rapport à 2022 et il est proposé de ne pas les augmenter.

Monsieur BARRIQUAND souhaite savoir si on a une idée du nombre de résidences secondaires qu'il y a sur la commune, ce qui pourrait être un levier pour des recettes supplémentaires en augmentant seulement le

taux de cette taxe (taxe d'habitation). Monsieur le Maire n'a pas l'information mais le lien sera fait avec le service finances à ce sujet. Depuis la séance, le nombre de résidences secondaires sur Mably peut être précisé : elles sont au nombre de 29. Il ajoute qu'une éventuelle hausse de taux est encadrée par le respect obligatoire du principe comptable de liaison des taux.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

➤ **VOTE** les taux communaux suivants pour l'année 2023 :

- Taxe sur le Foncier Bâti : 39,69 %
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 57,56 %
- Taxe d'Habitation (applicable sur les Résidences Secondaires) : 10,90 %.

8. BUDGET PRINCIPAL - EXAMEN DU BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2023
(Rapporteur : Eric PEYRON)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la tenue du débat sur les orientations budgétaires lors du Conseil Municipal du 24 février 2023 ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 24 mars 2023 arrêtant le Compte de Gestion 2022 et adoptant le Compte Administratif 2022 du budget principal ;

Le budget Principal 2023 s'équilibre en opérations réelles à hauteur de **12 631 367,95 € dont 8 506 487,67 € (67 %) en fonctionnement et 4 124 880,28 € (33 %) en investissement.**

Il se présente ainsi :

FONCTIONNEMENT			
Dépenses		Recettes	
Charges à caractère général	2 037 093,67 €	Produits des services	328 880,00 €
Charges de personnel	4 800 802,00 €	Impôts et taxes	6 977 910,00 €
Autres charges de gestion courante	967 371,00 €	Dotations et participations	1 380 440,00 €
Atténuation de produits	158 000,00 €	Autres produits gestion courante	37 980,00 €
Charges financières	101 038,00 €	Atténuations de charges	15 000,00 €
Charges exceptionnelles	36 543,00 €	Produits financiers	100,00 €
Dépenses imprévues	405 640,00 €	Produits exceptionnels	40 000,00 €
Total dépenses réelles	8 506 487,67 €	Total recettes réelles	8 780 310,00 €
Prélèvement de l'exercice	903 000,00 €	Travaux en régie	200 000,00 €
Dotations aux amortissements	465 000,00 €	Quote part subvention investissement	5 000,00 €
DAP – Dépréciation des actifs circulants	5 000,00 €	Rep. s. prov. dépréc. actifs circulants	3 600,00 €
Total dépenses d'ordre	1 373 000,00 €	Total recettes d'ordre	208 600,00 €
		Résultat de fonctionnement reporté	890 577,67 €
Total dépenses fonctionnement	9 879 487,67 €	Total recettes fonctionnement	9 879 487,67 €

INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
Remboursement capital dette	438 000,00 €	FCTVA	560 000,00 €
Autres dettes (Avance Budget lotissement)	72 000,00 €	Taxe d'aménagement	403 713,00 €
Reverst Taxe d'aménagt à RA	371 857,00 €	Emprunt	- €
Immobilisations incorporelles	19 686,00 €	Produits des cessions	2 000,00 €
Subvention d'équipement	84 335,00 €		
Immobilisations corporelles	179 550,00 €		
Immobilisations en cours	3 000,00 €		
RAR 2022	141 120,20 €		
Total hors opérations	427 691,20 €	RAR 2022	303 335,00 €
Dépenses individualisées en opération	873 685,00 €		
RAR sur opérations individualisées	575 127,25 €		
Total opérations votées	1 448 812,25 €		
Dépenses imprévues	88 000,00 €		
Total dépenses réelles	2 846 360,45 €	Total recettes réelles	1 269 048,00 €
Travaux en régie	200 000,00 €	Prélèvement de la section fonct.	903 000,00 €
Quote part subvention investissement	5 000,00 €	Dotations aux amortissements	465 000,00 €
Reprise sur provision	3 600,00 €	Prov. p dépréciation cptes redevables	5 000,00 €
Op patrimoniales	70 000,00 €	Op patrimoniales	70 000,00 €
Total dépenses d'ordre	278 600,00 €	Total recettes d'ordre	1 443 000,00 €
Déficit d'investissement reporté 2022	1 278 519,83 €	Affectation résultat 2022	1 691 432,28 €
Total dépenses investissement	4 403 480,28 €	Total recettes investissement	4 403 480,28 €

L'autofinancement prévisionnel à partir des recettes de fonctionnement est de 1 164 400 €.

Monsieur LACOTE s'interroge quant à une hausse de plus de 900 % de la ligne fournitures de petit équipement, mais Monsieur le Maire lui précise que c'est uniquement dû à des changements d'imputations budgétaires.

Monsieur LACOTE souhaite savoir si l'étude sur les caméras de vidéo surveillance a été réalisée ou si elle est programmée sur 2023. Monsieur le Maire lui répond qu'il n'y pas d'étude sur le sujet prévue pour 2023.

Ensuite, Monsieur BARRIQUAND s'interroge quant aux investissements de voirie prévus sur 2023. Monsieur GODOT répond que 3 voies sont au programme pour 2023 : la Route de la Garaudière, la Route des 2 Communes et la Place du 8 mai.

Madame ROUCHON demande plus d'informations quant à la problématique de la rue des Magnolias. Cette voie fait partie du lotissement du Bourg (budget annexe). Monsieur GODOT

ajoute qu'un marché public avait été formalisé pour les travaux dans cette rue il y a déjà quelques temps mais qu'il n'a pas encore été clôturé et la hausse des prix entre temps pose problème.

A la majorité par 21 voix pour, 2 voix contre (MM. BARRIQUAND et CATHELAND) et 2 abstentions (Mme ROUCHON et M. LACOTE), le Conseil Municipal :

- **ADOpte** le Budget Primitif 2023 du budget principal par un vote global, sans vote formel sur chacun des chapitres budgétaires.

Après le vote, Monsieur BARRIQUAND rappelle qu'en 2020, il a monté sa liste et son projet municipal avec des objectifs forts liés à l'écologie, ce qui fait écho à l'actualité de la commune (problème de l'eau) et à l'actualité nationale (GIEC / dérèglement climatique). Il aimerait donc que les choix budgétaires soient systématiquement éclairés au vu de leurs impacts climatiques. Ce devrait être possible avec de la volonté.

9. BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE - EXAMEN DU BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2023 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la tenue du débat sur les orientations budgétaires lors du Conseil Municipal du 24 février 2023 ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 24 mars 2023 arrêtant le Compte de Gestion 2022 et adoptant le Compte Administratif 2022 du budget annexe « Restaurant scolaire » ;

Le budget annexe « Restaurant scolaire » 2023 s'équilibre à hauteur de **506 347,54 €** dont 422 769,61 € en fonctionnement et 83 577,93 € en investissement :

FONCTIONNEMENT			
Dépenses		Recettes	
Charges à caractère général	153 650,00 €	Produits des services	176 950,00 €
Charges de personnel	250 000,00 €	Autres produits gestion courante	243 000,00 €
Autres charges de gestion courante	1 600,00 €		
Charges exceptionnelles	519,61 €		
Total dépenses réelles	405 769,61 €	Total recettes réelles	419 950,00 €
Prélèvement de l'exercice			
Dotations aux amortissements	17 000,00 €		
Total dépenses d'ordre	17 000,00 €	Total recettes d'ordre	- €
		Résultat de fonctionnement reporté	2 819,61 €
Total dépenses fonctionnement	422 769,61 €	Total recettes fonctionnement	422 769,61 €

INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
Immobilisations corporelles	83 577,93 €	FCTVA	50,00 €
Total dépenses réelles	83 577,93 €	Total recettes réelles	50,00 €
		Dotations aux amortissements	17 000,00 €
Total dépenses d'ordre	- €	Total recettes d'ordre	17 000,00 €
		Solde d'exécution reporté	66 527,93 €
Total dépenses investissement	83 577,93 €	Total recettes investissement	83 577,93 €

Monsieur BARRIQUAND s'interroge quant à la notion d'optimisation de la gestion du restaurant scolaire et souhaite savoir ce que cela recouvre. Madame VIGOGNE explique qu'il ne s'agit pas de rechercher la baisse des prix coûte que coûte mais de poursuivre le travail d'approvisionnement en local mené par le nouveau chef cuisinier, tout en rémunérant correctement les agriculteurs locaux. Monsieur le Maire

complète avec quelques informations chiffrées : en 2022, 41 600 repas servis pour environ 300 enfants qui mangent dans les cantines de la commune pour un coût de près de 92 000 euros de denrées alimentaires, avec toujours l'objectif de favoriser au maximum les circuits courts.

A l'unanimité des suffrages exprimés (23 voix pour et 2 abstentions, à savoir MM. BARRIQUAND et CATHELAND), le Conseil Municipal :

- **ADOpte** le Budget Primitif 2023 du budget annexe du « Restaurant scolaire » par un vote global, sans vote formel sur chacun des chapitres budgétaires.

10. BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT DU BOURG - EXAMEN DU BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2023 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la tenue du débat sur les orientations budgétaires lors du Conseil Municipal du 24 février 2023 ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 24 mars 2023 arrêtant le Compte de Gestion 2022 et adoptant le Compte Administratif 2022 du budget annexe « Lotissement du Bourg » ;

Le budget annexe « Lotissement du Bourg » 2023 s'équilibre à la hauteur de **704 000 €** dont 72 000€ en mouvements réels, correspondant à l'avance prévisionnelle provenant du budget principal pour financer les travaux de viabilisation ainsi qu'à la reprise du solde d'exécution de 2022 :

FONCTIONNEMENT			
Dépenses		Recettes	
Charges à caractère général	71 990,00 €	Produits des services	
Autres charges de gestion courante	10,00 €		
Total dépenses réelles	72 000,00 €	Total recettes réelles	- €
Variation des stocks	280 000,00 €	Variation des stocks	352 000,00 €
Total dépenses d'ordre	280 000,00 €	Total recettes d'ordre	352 000,00 €
Total dépenses fonctionnement	352 000,00 €	Total recettes fonctionnement	352 000,00 €

INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
		Avance budget Principal	71 998,20 €
Total dépenses réelles	- €	Total recettes réelles	71 998,20 €
Stocks de produits - terrains aménagés	352 000,00 €	Stocks de produits - terrains aménagés	280 000,00 €
Total dépenses d'ordre	352 000,00 €	Total recettes d'ordre	280 000,00 €
		Solde d'exécution 2022 reporté	1,80 €
Total dépenses investissement	352 000,00 €	Total recettes investissement	352 000,00 €

A l'unanimité des suffrages exprimés (23 voix pour et 2 abstentions, à savoir MM. BARRIQUAND et CATHELAND), le Conseil Municipal :

- **ADOpte** le Budget Primitif 2023 du budget annexe du « Lotissement du Bourg » par un vote global, sans vote formel sur chacun des chapitres budgétaires.

11. DEGREVEMENT TAXES FONCIERES SUITE A LA SECHERESSE DE 2022 - REVERSEMENT AUX AGRICULTEURS EXPLOITANT DES TERRAINS COMMUNAUX (Rapporteur : Eric PEYRON)

La Commune a bénéficié d'un dégrèvement de Taxe Foncière sur le Foncier Non Bâti d'un montant de **673 €** pour pertes de récolte et relatif au sinistre - sécheresse - du 23/11/2022.

Ce dégrèvement est accordé à la Commune en sa qualité de propriétaire, débiteur légal de l'impôt.

Toutefois, conformément à l'article 1er de la loi n° 57-1260 du 12 décembre 1957 codifié à l'article L. 411-24 du CRPM (Code Rural et de la Pêche Maritime), tous les dégrèvements d'impôts fonciers consécutifs à des calamités agricoles accordés au bailleur d'un bien rural et par suite le dégrèvement pour perte de récoltes visé à l'article 1398 du CGI, doivent bénéficier au preneur.

Certaines des parcelles concernées étant exploitées par des agriculteurs bénéficiant d'un bail rural, d'une location précaire ou d'un commodat, il est proposé au Conseil Municipal de leur faire bénéficier de ce dégrèvement.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- ~~DECIDE~~ de reverser aux agriculteurs exploitant des terrains communaux le bénéfice du dégrèvement accordé à la Commune pour les parcelles exploitées, soit **510 €** répartis selon le détail suivant :

M.DANIERE Denis (<i>location précaire</i>)	12,00 €
M.CHEVALIER Jacques (<i>location précaire</i>)	36,00 €
M. JUNET Raoul (<i>bail rural</i>)	153,00 €
M. LAOT Patrick (<i>bail rural</i>)	48,00 €
M.PERONNET Julien (<i>commodat et bail rural</i>)	207,00 €
M. VIVIERE Loic (<i>commodat</i>)	43,00 €
M. CHARGUERAUD A. (<i>commodat</i>)	11,00 €
Montant total	510,00 €

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à procéder à l'ordonnancement de ces montants.

12. DESIGNATION D'UN CORRESPONDANT DEFENSE AU SEIN DU CONSEIL MUNICIPAL DE MABLY (Rapporteur : Eric PEYRON)

Depuis 2001, un réseau de correspondants défense a été mis en place dans chaque commune, à la demande du Gouvernement, dans le but d'entreprendre une série d'actions destinées à renforcer le lien entre la Nation et ses forces armées.

Interlocuteur privilégié des autorités civiles et militaires dans sa commune, pour ce que concerne les questions de défense et les relations armées-nation, le correspondant défense est appelé à voir ses missions réaffirmées et clarifiées, en particulier dans le cadre de la Loi de programmation militaire et de l'ensemble des actions de modernisation du ministère.

Il relaie les informations relatives aux questions de défense auprès des habitants en les orientant, le cas échéant, vers les relais professionnels pouvant les renseigner sur les carrières militaires, le volontariat et la réserve militaire.

Suite au renouvellement général des Conseils Municipaux en 2020, le Ministre de la Défense a souhaité que ce réseau de correspondants soit reconstitué. A cet effet, M. Arnaud PEGON, Conseiller Municipal, a été désigné en qualité de correspondant défense lors de la séance du Conseil Municipal du 8 juillet 2020.

Mais, par courrier en date du 2 janvier 2023, parvenu en mairie le 8 février 2023, celui-ci a fait part de sa démission de son poste de Conseiller Municipal. Il convient donc de procéder à une nouvelle désignation pour lui succéder.

Or, l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales précise :

« Il est voté au scrutin secret :

1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une représentation.

Dans ces des derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative, à égalité des voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Maire ».

Monsieur BARRIQUAND souhaite avoir un rappel du rôle du correspondant défense. Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'être l'interlocuteur de la commune pour toutes les questions de défense, civiles et militaires et d'être un relais pour informer la population (volontariat, carrières ...).

A l'unanimité, le Conseil Municipal décide de ne pas procéder au scrutin secret pour cette désignation. Il est donc procédé à un vote à main levée.

A l'unanimité des suffrages exprimés (23 voix pour et 2 abstentions, à savoir Mme ROUCHON et M. LACOTE), le Conseil Municipal :

➤ **DESIGNE M. Robert GODOT en qualité de correspondant défense.**

13. ETAT DU REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGES PAR LES ELUS LOCAUX - ANNEE 2022 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par délibération n° 4 du 26 mars 2021, le Conseil Municipal a délibéré sur le remboursement des frais engagés par les élus locaux dans le cadre de l'exercice de leurs missions :

- Frais d'exécution d'un mandat spécial ou frais de mission (article L 2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales -CGCT- modifié par l'article 101 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019) ;
- Frais de déplacement des membres du Conseil Municipal (articles L 2123-18-1, R 2123-22-1, R 2123-22-2 et R 2123-22-3 du CGCT) ;
- Frais d'aide à la personne des élus municipaux (article L 2123-18-2 modifié par la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 et article L 2123-18-4 du CGCT modifié par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019).
- Frais exceptionnels d'aide et de secours engagés personnellement par les élus (article L 2123-18-3 du CGCT) ;
- Frais de représentation du Maire (article L 2123-19 du CGCT).

L'article D 2123-22-4 du Code Général des Collectivités Territoriales indique, dans son alinéa 2, « *qu'il est communiqué au Conseil Municipal, au titre de chaque année civile, un état récapitulatif individuel des aides versées aux élus bénéficiaires* » au titre des frais de garde ou d'assistance et aide au financement du Chèque Emploi Service Universel (CESU).

Au titre de l'année 2022, aucune aide n'a été versée aux élus municipaux.

Le Conseil Municipal PREND ACTE dudit état établi au titre de l'année 2022.

14. BILAN DES CESSIONS ET ACQUISITIONS - ANNEE 2022 (Rapporteur : Eric PEYRON)

L'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit l'établissement par la Commune d'un bilan annuel des acquisitions et cessions immobilières. En effet, l'alinéa 2 de cet article dispose : « *Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune.* »

Ce bilan de politique foncière fait apparaître, tant pour les acquisitions que pour les cessions, la totalité des mutations immobilières réalisées par la Commune au cours de l'année.

Sur la cession Route de Briennon, Monsieur BARRIQUAND souhaite avoir confirmation de la localisation par rapport au bar de la gaieté. Monsieur le Maire lui confirme que la cession a bien concerné le parking situé à côté de ce bar. Monsieur BARRIQUAND déplore que, sur ce terrain privé, le cèdre et les autres grands arbres aient été rasés, ils auraient pu être conservés.

Le Conseil Municipal :

- **PREND ACTE** de la présentation du bilan de la politique foncière menée par la Commune de Mably au cours de l'exercice budgétaire 2022, conformément au tableau ci-joint
- **PRECISE** que ce bilan sera annexé au Compte Administratif 2022 de la commune.

15. BILAN FORMATION ELUS - ANNEE 2022 (Rapporteur : Valérie BERNARD)

Afin de pouvoir exercer au mieux leurs fonctions, les élus locaux bénéficient d'un droit à la formation. La formation des élus locaux constitue une dépense obligatoire de la collectivité à laquelle ils appartiennent.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi 3 DS, a mis à jour le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article

L 2123-12 qui dispose désormais : « *Les membres d'un Conseil Municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation.* »

Les élus qui reçoivent délégation en matière de prévention et de gestion des déchets ou d'économie circulaire ou en matière d'urbanisme, de construction ou d'habitat sont encouragés à suivre une formation en la matière.

Dans les trois mois suivant son renouvellement, le Conseil Municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Le Conseil Municipal peut également délibérer sur sa participation au financement de formations dont peuvent bénéficier ses élus à leur initiative au titre de leur droit individuel à la formation mentionnée à l'article L 2123-12-1. Cette délibération détermine notamment le champ des formations ouvrant droit à cette participation, qui doivent correspondre aux orientations déterminées en application de l'alinéa précédent. La délibération peut limiter cette participation à un montant maximal par formation ainsi qu'à un nombre maximal de formations par élu et par mandat. La part des frais pédagogiques de la formation financée par le fonds du droit individuel à la formation des élus locaux prévu à l'article L 1621-3 ne peut être inférieure à un taux fixé par décret.

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune est annexé au Compte Administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du Conseil Municipal ».

Ainsi, conformément à l'article précité du CGCT, un plan de formation a été soumis au Conseil Municipal et voté en séance le 6 novembre 2020.

Pour l'année 2022, un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune sur l'exercice 2022 est annexé à la présente délibération et sera également annexé au Compte Administratif 2022. Il donne lieu à un débat annuel au vu des informations suivantes :

Intervention de Maître COMTE, Maître de conférences en droit public Université Jean Monnet et référente laïcité – apport de connaissances juridiques sur la laïcité :

1^{ère} étape du parcours autour de la laïcité souhaité par la collectivité. Intervention construite sur la base de la loi de 1905 et de ses évolutions, y compris de nature jurisprudentielle, et qui s'est déroulée sur la journée du 29 juin 2022.

Formation avec l'AMF 42 – postures comportementales et la communication entre élus et chefs de services :

La commune a souhaité mettre en place un accompagnement pour 2 groupes de 12 personnes environ à former (50 % élus et 50 % techniciens) sur les postures comportementales et la communication entre élus et chefs de services, avec les objectifs suivants :

- * travailler en transparence
- * définir et respecter les règles du jeu
- * déterminer les règles de partage élus / chefs de services
- * mieux gérer les émotions et son stress
- * travailler et communiquer efficacement, au-delà du binôme élu / technicien

Intervention sur 2 jours, les 1^{er} et 21 juin 2022, par M. PAILLEUX, coach et formateur certifié, et Mme BARBARIN, comédienne professionnelle.

Formation avec la Ligue de l'Enseignement – valeurs républicaines et laïcité :

2^{ème} étape du parcours autour de la laïcité. Dans le cadre d'un nouveau partenariat avec la Ligue de l'Enseignement, intervention du Professeur MIAILLE, juriste, professeur de droit et de sciences politiques à l'Université de Montpellier et Président de la Ligue de l'Enseignement de l'Hérault, intervention qui s'est déroulée sur la journée du 16 novembre 2022.

Atelier échanges philosophiques et citoyens avec l'intervenant M. BARBARROUX :

Réflexion et activités participatives autour des notions d'autrui, de la relation à l'autre et à soi, de

communication et d'acceptation, (en)jeu des egos, le tout associé à des échanges philosophiques et de pratiques de l'attention pour sensibiliser à ces sujets en vue d'un meilleur vivre ensemble.

Intervention le 12 décembre 2022 en fin de journée par M. BARBARROUX, philosophe et formateur.

Ces actions de formations ont été financées sur le crédit formation 2022 à hauteur de 6 100 €. Le crédit ouvert à ce titre pour l'exercice 2022 s'élevait à 10 995 €.

Il conviendra de reporter sur 2023 les crédits non consommés sur 2022 soit 4 895 €, d'inscrire les crédits nécessaires pour 2023 afin d'organiser des temps de formations, avec l'AMF 42 par exemple, et de prendre en compte la possibilité de faire aussi appel à de nouveaux prestataires pour des formations dont la thématique pourrait apparaître nécessaire en cours d'exercice, le tout pour un total de 10 000 €.

Monsieur le Maire souligne que ces formations étaient très intéressantes, notamment quand elles étaient en format mixte avec présence des agents.

Le Conseil Municipal :

- **PREND ACTE** de la présentation du bilan des actions de formation suivies par les élus en 2022 et financées par la Commune sur l'exercice budgétaire 2022
- **PRECISE** que ce bilan sera annexé au Compte Administratif 2022 de la commune.

16. GRAVIERE AUX OISEAUX - RENOUELEMENT SERVITUDE CONVENTIONNELLE DE DROIT DE PASSAGE DANS LA COUR INTERIEURE (Rapporteur : Eric PEYRON)

La Gravière aux Oiseaux est un site propriété de la Ville de Mably, mais elle a été transférée à la communauté d'agglomération Roannais Agglomération dans le cadre d'un procès-verbal de transfert de biens en 2007. En effet, l'Agglomération gère la Gravière aux Oiseaux au titre de sa compétence facultative « espaces naturels », qui intègre notamment « la valorisation des écosystèmes des berges, des gravières et des annexes hydrauliques au fleuve Loire ».

Toutefois, la cour intérieure de la Gravière aux Oiseaux n'a pas fait l'objet de ce transfert de biens par la Ville de Mably à Roannais Agglomération. La Ville en a ainsi conservé la jouissance.

Le site de la Gravière aux Oiseaux étant un lieu de découverte de la nature pour le public et les scolaires, Roannais Agglomération souhaite donc pouvoir passer par la cour intérieure dans le cadre de l'accueil et de la mise en place d'animations qu'elle propose.

Ainsi, il est nécessaire d'octroyer à l'Agglomération une servitude de passage dans cette cour intérieure (parcelle D 1534) en renouvelant la convention de droit de passage déjà existante entre la Ville de Mably et l'Agglomération.

La convention ainsi proposée prendra effet à compter du 1^{er} avril 2023 pour une durée de 4 ans, avec reconduction possible pour une durée de 4 ans. Elle prévoit aussi que cette servitude, consentie à titre gratuit, bénéficie également aux occupants du bâtiment de la Gravière aux Oiseaux titulaires d'une convention d'occupation.

Monsieur BARRIQUAND précise que cette servitude aurait pu être payante au profit de la commune car le principal intervenant qui fait des animations sur les lieux est la Fédération de chasse et qu'elle a des moyens financiers. Monsieur le Maire ajoute qu'il semblerait que la Fédération de pêche soit intéressée pour revenir sur les lieux.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le renouvellement de la servitude conventionnelle de droit de passage entre la Ville de Mably et Roannais Agglomération concernant la parcelle D 1534 (cour intérieure de la Gravière aux Oiseaux)
- **PRECISE** que cette convention de droit de passage prendra effet à compter du 1^{er} avril 2023 pour une durée de 4 ans, soit jusqu'au 31 mars 2027, avec reconduction possible pour une durée de 4 ans
- **PRECISE** que cette servitude est consentie à titre gratuit et ne générera donc aucune recette au profit de la Ville de Mably
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à la signer ainsi que tous documents afférents.

ACHAT PUBLIC

17. LOCATION ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DE REPROGRAPHIE - APPROBATION CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE ROANNAIS AGGLOMERATION, LES COMMUNES DE ROANNE, DE COMMELLE-VERNAY, LA PACAUDIERE, LE COTEAU, MABLY, NOAILLY, NOTRE DAME DE BOISSET, RIORGES, VILLEREST, LA ROANNAISE DE L'EAU ET LE SEEDR (Rapporteur : Eric PEYRON)

Dans le cadre du marché alloti de location-maintenance des équipements de reprographie services et logiciels associés arrivant à échéance au 31/12/2023, un groupement de commandes avait été constitué en 2018 entre la commune de Roanne, Roannais Agglomération, les communes de Commelle-Vernay, La Pacaudière, Le Coteau, Mably, Notre-Dame-de-Boisset, Riorges, Villerest, Roannaise de l'Eau, l'Office du Tourisme de Roannais Agglomération, le SEEDR et le CCAS du Coteau, afin d'effectuer des économies d'échelle.

De manière à répondre au besoin récurrent de location-maintenance des équipements de reprographie pour la ville de Roanne, Roannais Agglomération, les communes de Commelle-Vernay, La Pacaudière, Le Coteau, Mably, Noailly, Notre-Dame-de-Boisset, Riorges, Villerest, Roannaise de l'Eau et le SEEDR, il est donc proposé de créer à nouveau un groupement de commandes dans les conditions prévues aux articles L 2113-6 à L 2113-8 du Code de la Commande Publique, pour :

- le choix d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage pour la préparation et la passation des différents accords-cadres à intervenir (vu la complexité du montage et les délais réduits)
- le choix du prestataire pour la fourniture en location - maintenance des équipements multifonctions.

La présente convention constitutive détermine les modalités d'organisation et de fonctionnement du groupement de commandes et propose notamment que la Ville de Roanne soit désignée, par les membres du groupement, comme coordonnateur du groupement.

En qualité de coordonnateur, la ville de Roanne sera chargée de procéder dans le respect des règles du Code de la Commande Publique, à l'organisation de la passation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants.

Plus précisément, conformément à l'article 2.2 de la convention constitutive de groupement, le coordonnateur du groupement de commandes est investi des missions suivantes :

- ✓ Constituer la Commission d'Appel d'Offres (CAO) de groupement ;
- ✓ Arrêter les modalités de la consultation ;
- ✓ Elaborer le dossier de consultation des entreprises sur la base des besoins exprimés ;

- ✓ Organiser, dans le strict respect des dispositions légales, l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants ;
- ✓ Assurer l'organisation et le secrétariat de la CAO de groupement pour la procédure formalisée organisée ;
- ✓ Aviser les candidats non retenus et fournir les éléments de réponse au cas où l'un de ces derniers demanderait par écrit les motifs de rejet de sa candidature ou de son offre dans les conditions prévues par le décret relatif aux marchés publics ;
- ✓ Rédiger le rapport de présentation pour la procédure formalisée mise en place ;
- ✓ Dans le cadre de la procédure formalisée mise en place, transmettre à ses instances de contrôle les pièces concernant les pièces générales de la consultation et de ses marchés uniquement (*chacun des membres ayant à procéder à cette même formalité avant notification de son accord-cadre*) ;
- ✓ Rédiger l'avis d'attribution du marché pour la procédure formalisée organisée.

Le coordonnateur s'engage à adresser un exemplaire du DCE à chaque membre du groupement dans la semaine qui suit l'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence.

En outre, sur la nature du mandat en fonction des prestations objets du groupement de commandes, il est convenu ce qui suit :

- ✓ Pour la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage commune, chaque membre du groupement signera l'acte d'engagement commun et règlera directement au prestataire le montant qui lui revient au prorata du nombre d'équipements.
- ✓ Le coordonnateur n'est pas mandaté pour signer et exécuter les marchés de location maintenance du présent groupement. Chaque membre doit signer ses marchés, chacun pour ce qui le concerne.

Le coordonnateur n'est pas rémunéré pour l'exercice de sa mission. Il fera son affaire du règlement des litiges relatifs aux choix du ou des cocontractants.

La date de prise d'effet du groupement de commandes est la dernière date de réception de la présente convention dûment signée par chaque membre du groupement.

La convention devient caduque dès transmission des pièces nécessaires à la notification des marchés à l'ensemble des membres du groupement.

Dans cette perspective, une CAO spécifique au groupement de commandes doit être constituée et il est donc nécessaire que le Conseil Municipal désigne un représentant titulaire et un représentant suppléant élus parmi les membres de la Commission d'Appel d'Offres de chaque collectivité membre du groupement. Conformément à l'article 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'élu désigné doit être membre à voix délibérative de la Commission d'Appel d'Offres de la commune de Mably.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la constitution du groupement de commandes entre la ville de Roanne, Roannais Agglomération, les communes de Commelle-Vernay, La Pacaudière, Le Coteau, Mably, Noailly, Notre-Dame-de-Boisset, Riorges, Villerest, Roannaise de l'Eau et le SEEDR pour la location - maintenance des équipements de reprographie
- **APPROUVE** la convention constitutive de ce groupement de commandes telle qu'annexée
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à la signer ainsi que tous les actes afférents
- **DESIGNE** la ville de Roanne comme coordonnateur de ce groupement de commandes

- **DESIGNE**, parmi les membres de la Commission d'Appel d'Offres de Mably, **M. Eric PEYRON** en tant que représentant titulaire et **M. Robert GODOT** en tant que représentant suppléant pour siéger à la Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes
- **PRECISE** que les frais liés à la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage seront calculés au prorata du nombre d'équipements de reprographie objet des accords-cadres de chaque entité membre
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer le marché de maîtrise d'ouvrage et les accords-cadres de location maintenance des équipements de reprographie concernant la Ville de Mably ainsi que tous les actes en lien avec ce marché et ces accords-cadres

URBANISME - FONCIER - ENVIRONNEMENT

18. INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER (DIA) ET SUR L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION (Rapporteur : Serge PRALAS)

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Le Maire rend compte au Conseil Municipal des décisions communales relatives à l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal en la matière.

Depuis l'information donnée lors du Conseil Municipal du 24 février 2023, le droit de préemption urbain n'a pas été exercé par la commune pour les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) suivantes :

Référence cadastrales	Adresse	Superficie	Désignation du bien	Décision de non préemption
BD 79	21 Place de Verdun	889 m ²	Bâti sur terrain propre	2/02/2023
AN 117	11 rue Marcel Pagnol	704 m ²	Bâti sur terrain propre	20/02/2023
BE 16 et BE 17 pour partie	17 et 20 rue des Tilleuls	978 m ²	Bâti sur terrain propre	20/02/2023
BE 17 pour partie	18 rue des Tilleuls	1 326 m ²	Bâti sur terrain propre	20/02/2023

Pour information, une DIA portant sur une zone économique a été transmise à Roannais Agglomération, conformément à la délibération du 15 décembre 2021 relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain sur les zones U et AU du PLU à vocation unique d'activité économique à l'Agglomération :

- N° 04212723M0005 portant sur les parcelles AX 16, AX 17, AX 71, AX 74, AX 78 et ZD 14 d'une superficie de 16 605m² située la Demi-Lieue Nord.

Monsieur BARRIQUAND s'interroge quant au bâti 21 Place de Verdun pour savoir si bientôt il y aura à nouveau une boulangerie. Monsieur PRALAS lui répond qu'on peut l'espérer même si on n'en sait pas plus à ce jour. Monsieur le Maire ajoute que les investisseurs précédents avaient proposé un prix vraiment bas pour l'achat et n'auraient probablement pas laissé subsister un commerce à cet endroit-là. A ce jour, un compromis est donc signé car les gérants du restaurant souhaitent acheter tout le tènement (restaurant + ancienne boulangerie). Si la vente se concrétise à un prix raisonnable, ils devront tout de même prévoir un coût de travaux important, notamment pour la rénovation de la toiture.

Le Conseil Municipal PREND ACTE de la présentation des décisions communales détaillées ci-dessus.

19. APPROBATION CONVENTION DE VEILLE ET DE STRATEGIE FONCIERE ENTRE LA VILLE DE MABLY, ROANNAIS AGGLOMERATION ET EPORA (ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE L'OUEST RHONE ALPES) (Rapporteur : Serge PRALAS)

L'EPORA est un Etablissement Public d'Etat à caractère industriel et commercial chargée d'une mission de service public.

Dans le cadre de l'article L 321-1 du Code de l'Urbanisme, l'EPORA lutte contre l'étalement urbain en fournissant les assiettes foncières nécessaires aux projets d'aménagement des collectivités, qu'il mobilise dans le tissu urbain constitué, pour servir les politiques de l'habitat, du développement économique et plus largement de l'aménagement du territoire.

A ce titre, il accompagne les collectivités et leurs groupements en charge des politiques d'aménagement pour identifier les gisements fonciers mobilisables, étudier et définir les stratégies de mobilisation foncière sur le court et long terme, capter les opportunités foncières, vérifier l'économie et la faisabilité des projets, pour orienter l'action foncière publique là où elle est la plus pertinente.

Dans le cadre de son nouveau Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) 2021-2025, approuvé le 5 mars 2021, l'EPORA propose aux communes un dispositif nouveau de conventionnement, en vue de répondre aux besoins et enjeux des territoires, articulé autour de 5 axes stratégiques et complémentaires :

- Répondre aux différents besoins de logements ;
- Participer à la désartificialisation, renaturation et à la sécurisation des espaces à risques ;
- Favoriser la vitalité économique ;
- Préparer les fonciers stratégiques d'avenir ;
- Contribuer aux opérations d'aménagement et à la revitalisation des centralités.

En partenariat avec les collectivités, l'EPORA met en œuvre les stratégies foncières. Il acquiert les terrains, en assure le portage financier et patrimonial pendant 4 ans, y réalise les travaux de requalification foncière, le cas échéant, pour céder à l'issue de la durée de portage le tènement immobilier à la collectivité, son concessionnaire ou l'opérateur qu'elle désigne, un terrain prêt à être aménagé dans un délai conforme à la stratégie foncière convenue entre les différentes parties.

Ce partenariat se matérialise à l'échelle communale par la signature d'une Convention de Veille et de Stratégie Foncière (CVSF), convention tripartite entre l'EPORA, la commune de Mably et Roannais Agglomération (au titre de sa compétence obligatoire « Aménagement de l'Espace Communautaire »), établie pour une durée de 6 ans.

Considérant que la commune envisage de se doter d'une stratégie foncière pour servir des projets d'aménagement futurs, et prendre en compte les enjeux nationaux de « Zéro Artificialisation Nette » ;

Considérant que la commune a besoin d'un accompagnement technique et d'une ingénierie en la matière en vue d'anticiper les mutations urbaines à venir ;

Considérant que la CVSF est un outil permettant de définir une stratégie foncière, d'étudier et de préparer des projets fonciers identifiés, de réaliser une veille sur des secteurs identifiés, et de revendre sans minoration le bien à la commune ;

Considérant que cette convention permet de gagner en réactivité et de sécuriser les procédures si un projet ou une opportunité foncière venait à se présenter ;

Considérant que la présente CVSF n'engage en rien financièrement la collectivité si celle-ci ne sollicite pas l'EPORA pendant la durée de la convention ;

Considérant qu'à l'issue des 4 ans de portage du bien, l'EPORA s'engage à céder le bien à la collectivité compétente signataire ou à l'opérateur qu'elle désigne aux termes d'un délai convenu entre les parties ;

Considérant qu'il est aussi possible pour la commune, en fonction de la maturité du projet, soit d'acheter le bien au prix d'achat initial avec les frais de gestion classique, soit de basculer en Convention Opérationnelle avec la définition d'un bilan prévisionnel, soit en Convention de Réserves Foncières d'une durée de 10 ans ;

Considérant que cette convention facilite aussi l'intervention de Roannais Agglomération sur des tènements immobiliers relevant de ses compétences, notamment le développement économique, et favorise le travail de coopération entre la ville et l'agglomération sur les projets d'aménagement d'initiative publique à mener sur le territoire communal ;

Considérant que le suivi annuel de la convention est assuré par un Comité de Pilotage composé d'EPORA, de la commission « Urbanisme - Habitat - Développement urbain - Aménagement du territoire » de la commune auxquels sera associé, en fonction des enjeux, Roannais Agglomération ;
Considérant que le plafond d'acquisition est fixé à 3 millions d'euros HT et que le montant des études pré opérationnelles à 150 000 euros HT,
Considérant que l'EPORA co-financera à hauteur de 50 % les études pré-opérationnelles et les prestations et études de programmation technique ;
Vu l'avis favorable de la commission « Urbanisme - Habitat - Développement urbain - Aménagement du territoire » en date du 21 février 2023 ;

Monsieur le Maire complète en précisant que la même démarche a été réalisée à Riorges aux Canaux et à Roanne sur le site Mermoz. EPORA recense tout le potentiel foncier sur l'Agglomération en vue de boucher les dents creuses.

Monsieur BARRIQUAND ajoute que c'est déjà EPORA qui, à l'époque, est intervenu pour la résorption de la friche aux Tuileries où l'installation de SFAM était prévue. Il semblerait dans la presse que ce projet soit abandonné. Monsieur le Maire lui répond qu'apparemment le projet n'est pas abandonné à ce jour, malgré la caducité de la promesse de vente, mais que le prix sera désormais plutôt autour de 80 euros du m² (contre 40 euros du m² précédemment) ; une venue du PDG sur le roannais est annoncée. Monsieur BARRIQUAND redit également une nouvelle fois son regret que la zone de Bonvert soit bétonnée avec l'installation d'entreprises qui auraient pu se localiser ailleurs. Monsieur le Maire précise à nouveau que la compétence développement économique est une compétence de Roannais Agglomération mais que, pour autant Mably n'est pas du tout satisfait de voir émerger des projets qui génèrent peu d'emplois au m². Toutefois, un point positif : le projet MGA sur Bonvert, qui devrait générer de nombreux emplois sur place et dans un bâtiment construit dans le respect de l'architecture et du développement durable. La zone de Bonvert se développe sur des projets logistiques. Justement, avec Market Maker, Monsieur BARRIQUAND souligne que 30 emplois seulement sont annoncés, et, selon lui, il est lamentable de voir les bonnes terres de cette zone être détruites pour construire des entreprises aussi peu génératrices d'emplois. Il poursuit sur la thématique de l'autonomie alimentaire : pour permettre cette autonomie alimentaire, il faut des bonnes terres et un accès à l'eau, ce qui est le cas sur la zone de Bonvert ; il regrette donc fortement que ces terrains au fort potentiel alimentaire laissent la place à l'installation d'entreprises.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la convention de veille et de stratégie foncière tripartite, jointe en annexe, établie entre EPORA, la ville de Mably et Roannais Agglomération, pour une durée de 6 ans et pour un montant maximum d'encours de 3 Millions d'euros HT répartis comme suit : 1 300 000 € HT pour la commune de Mably et 1 700 000 € HT pour Roannais Agglomération, et un montant maximum d'études pré-opérationnelles de 150 000 € HT répartis comme suit : 75 000 € HT pour la commune de Mably et 75 000 € HT pour Roannais Agglomération avec une participation d'EPORA à hauteur de 50 % des études
- **ACTE** que le COPIL pour le suivi annuel de ladite convention sera composé pour la ville de Mably de la commission « Urbanisme - Habitat - Développement urbain - Aménagement du territoire » et se réunira au moins une fois par an avec EPORA et Roannais Agglomération en fonction des enjeux associés
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tous les documents afférents.

VIE ASSOCIATIVE

20. VERSEMENT SUBVENTION EXCEPTIONNELLE (Rapporteur : Karim BEN TAIEB)

Après examen de plusieurs demandes de subvention parvenues en mairie depuis la dernière séance,

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DECIDE** d'accorder l'aide exceptionnelle suivante :
 - **500,00 €** à l'association « **Pompiers Humanitaires Français (P.H.F.)** » pour le soutien aux actions menées en Turquie suite aux séismes du 6 février 2023 (à verser sur le compte : 10278 07303 00021138601 17).

LETTRES, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire fait d'abord part des remerciements des donateurs de sang suite à la dernière collecte sur la commune. Il informe également de la sortie du Mably info n° 167.

Madame PLOTTON donne quelques précisions sur le contenu du week end à venir : vide ateliers pour les artistes le samedi 25 mars et le dimanche 26 mars à 16h un spectacle sous les arbres.

Monsieur GODOT revient sur sa réponse à Monsieur BARRIQUAND concernant le programme voirie pour 2023 : il précise qu'initialement la Rue Alphonse Daudet était prévue mais le linéaire est long et avec beaucoup de travaux à prévoir, d'où le choix de ne pas faire cette rue en 2023 et plutôt de réaliser les 2 parkings du COSEC en régie.

Monsieur BARRIQUAND interroge Monsieur le Maire pour savoir s'il y a eu du nouveau depuis le dernier Conseil Municipal à propos de la haie abîmée vers le parc Louise Michel et à propos de l'absence désormais de point de vente de tickets STAR sur la commune. Concernant la haie, Monsieur GENESTE informe que l'agriculteur locataire de la parcelle a été trouvé et contacté mais il ne donne pas de réponse ; un courrier va donc lui être adressé pour le rencontrer pour qu'il s'explique. Concernant les tickets STAR, Monsieur le Maire a obtenu une explication : les points de vente sur la commune n'étaient pas viables en termes de rémunération par rapport à la quantité de tickets vendus. Madame ROUCHON ajoute qu'il y a aussi un autre problème à résoudre : il est fréquent que les points de vente aient du matériel en panne rendant impossible le rechargement des cartes. Monsieur le Maire précise qu'une réunion est en cours à la STAR ce vendredi 24 mars pour aborder ces différentes problématiques. Monsieur BARRIQUAND rebondit sur l'importance que le matériel fonctionne pour rendre un service optimal à la population.

Pour conclure, Monsieur le Maire annonce la date du prochain Conseil Municipal : le mardi 23 mai 2023 à 18h30.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h10.

Publié sur le site internet de la commune, dans la semaine qui suit son approbation à la séance du Conseil Municipal du 23 mai 2023. Dans le même délai, un exemplaire papier sera également mis à la disposition du public.

Le Maire,
Eric PEYRON



Le Secrétaire de séance,
Jacky GENESTE.

